



Le corps des femmes ukrainiennes : un champ de bataille

IRYNA DOVHAN

SURVIVANTE, MEMBRE DE SEMA UKRAINE

OLENA SUSLOVA

ENSEIGNANTE, CHERCHEURE, ACTIVISTE
ET FONDATRICE DU WOMEN'S
INFORMATION CONSULTATIVE CENTER

Je suis une représentante du réseau SEMA ukrainien, nous sommes 20 survivantes. D'autres ont été tuées et enterrées. Je fais partie des femmes qui ont souffert de l'agression de la Fédération de Russie dans le Donbas depuis 2014. Et pendant que j'écris ces lignes, les militaires russes torturent et violent les femmes dans le territoire occupé du Donbas depuis près de neuf ans. L'ampleur réelle de ces crimes reste inconnue, car aucune des organisations internationales de défense des droits de l'homme n'y avait réellement accès. Cependant, les zones libérées qui sont sous occupation depuis le début de l'invasion en février et mars 2022 ne nous laissent aucune place à l'optimisme. D'après toutes les données antérieures, ces cas sont nombreux et de nouveaux cas sont constamment connus. J'espère qu'ils ne resteront pas impunis, que de nouvelles victimes verront les procès des criminels.

Je tiens également à vous rappeler le sort des survivants des VSC depuis 2014. Après avoir été libérées de captivité, ces femmes ont vécu toutes ces années sous la menace de la prochaine attaque russe. Beaucoup, sous cette menace, n'ont pas osé parler à voix haute de ce qu'elles avaient vécu, de leurs blessures psychologiques et physiques. Et celles qui, grâce au soutien de SEMA, ont quand même parlé - n'ont jamais eu accès à la justice et souffrent psychologiquement beaucoup du sentiment d'impunité. De plus, ces femmes vivent dans une anxiété et un danger constant. Car la Russie n'aime pas laisser en vie les témoins de ses crimes. **Personne ne connaît l'ampleur des violences dans les territoires occupés depuis 2014, mais ce que l'on sait maintenant après l'invasion est horrifiant et impressionnant.**

La vie sous la menace constante détruit la santé des femmes qui, même avant l'invasion de 2022, n'avaient pas accès aux soins médicaux. Nous aimerions espérer que l'Ukraine sera en mesure de protéger et de soutenir ses survivantes de violences sexuelles. Que notre pays sera un exemple à suivre pour répondre aux besoins des victimes de violences contre les femmes depuis 2014, en créant des programmes de compensation et des mécanismes complets dans leur ensemble.

Déjà les premiers jours du printemps et de l'été 2014 ont apporté de terribles nouvelles sur les abus, la torture, les enlèvements et les meurtres. Pour les organisations féministes, la question s'est immédiatement posée : y avait-il des nouvelles liées aux VSC ? Ces questions sont devenues concrètes après le début de l'opération antiterroriste et la libération de certaines villes et villages des régions de Donetsk et de Louhansk - Kramatorsk, Sloviansk, Druzhkivka, Rubizhny, etc. Cependant, le premier groupe de documentation ne s'est rendu dans la région de Donetsk qu'en août 2015. Il y avait plusieurs raisons à cela - la confusion générale, la menace d'une escalade de l'agression, l'absence d'organisations de la société civile qui pourraient agir comme des partenaires dans les contacts avec la population locale (le régime du président Yanukovich a considérablement limité le développement réel des organisations de la société civile dans ces deux régions).

« *L'ampleur réelle de ces crimes reste inconnue* »

Le développement actif de la société civile dans cette région se situe précisément au moment de l'agression de la fédération russe).

Le rapport de suivi de la documentation a été organisé et réalisé par l'Union ukrainienne d'Helsinki pour les droits de l'homme et le Centre consultatif d'information des femmes. 38 personnes (18 femmes et 20 hommes) ont été interrogées. Environ 15 à 20 % d'entre elles ont subi des violences sexualisées, en ont été témoins ou les connaissent de sources fiables.

"Sept ans ont passé, mais je me souviens de chaque histoire comme si je venais de l'entendre. Il y a eu le viol d'une femme enceinte et une grossesse due à un viol, l'introduction d'une toxicomanie complète pendant la semaine du viol et des injections de drogue et un meurtre après l'abus, l'imitation de rapports sexuels et la menace de viol, le déshabillage forcé et l'observation forcée d'un viol. Tout cela relève avant tout de l'humiliation, de l'abus, de la torture. À l'époque, j'avais également attiré l'attention sur le fait que les femmes qui avaient déjà été menacées de viol, après une menace répétée sous la menace d'une arme, le percevaient comme un second viol. Les VSC sont très différentes des autres types de violence. Si vous avez une jambe cassée, vous aurez mal et vous serez indigné ou offensé. Avec le temps, la douleur passe, les émotions sont maîtrisées. Tout est différent avec les VSC..." - Olena Suslova

Les quelques rapports qui ont suivi, notamment ceux des organisations internationales, étaient basés sur des données secondaires, il est donc très difficile d'évaluer l'ampleur des souffrances.

Si la documentation présentait certaines limites et lacunes dans le processus, l'enquête sur les atrocités de l'armée russe n'a généralement pas été menée.

La seule procédure pénale en cas de violences sexuelles dans le cadre de l'ATO (Opération Anti-Terroriste) est actuellement en cours d'instruction pour le bataillon Tornado. C'est ce qu'indique le rapport du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (BBC, 2017).

Ce rapport couvre la période du 4 mars 2014 au 31 janvier 2017.

Ils notent que trois membres de "Tornado" ont été accusés de *"satisfaire le désir sexuel d'une manière non naturelle avec l'utilisation de la violence physique."* En raison de la nature de l'affaire, l'audience au tribunal Obolon (tribunal de district de la ville de Kiev) était fermée au public. Le bureau du procureur militaire a indiqué qu'en décembre 2016, il y avait trois procédures pénales liées à des allégations de violences sexuelles commises par les forces de sécurité ou les militants ukrainiens contre des civils dans les régions de Donetsk et de Louhansk.

Au 26 décembre 2016, deux d'entre elles étaient closes en raison de l'absence de crime. Le rapport note que les cas de "viols collectifs" dans la zone de conflit n'ont pas encore été confirmés. Cela s'explique par le fait que les victimes ne signalent souvent pas ces cas. L'ensemble de cette situation a permis d'affirmer que *"la violence venait de tous les côtés."*

Ce récit a été activement repris et est toujours reproduit par les politiciens et les médias russes et pro-russes, régulièrement mentionné par certaines organisations internationales, bien que l'égalisation de la situation en général et de l'attitude de l'État en particulier soit, pour le moins, incorrecte. Les VSC accompagnent la plupart des conflits militaires, mais l'attitude des parties face à ce phénomène est un aspect déterminant.

La partie ukrainienne prend des mesures pour s'assurer que ce phénomène n'a aucune chance de se développer dans les forces armées ukrainiennes, tandis que le silence et la déformation des faits liés aux VSC de la part de la Fédération Russe indiquent plutôt l'approbation de ce phénomène par les dirigeants politiques et militaires.

En 2018, la Coalition des organisations de défense des droits de l'homme "Justice pour la paix dans le Donbass" et la FIDH (Fédération internationale des droits de l'homme) ont remis au Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale des preuves de violence dans le Donbass enregistrées au cours de la période 2014-2017, dont au moins 40 crimes liés à des violences sexuelles. Ces informations ont été recueillies par le "Centre d'Ukraine orientale pour les initiatives communautaires", qui fait partie de la Coalition.

"La violence est maintenant connue, car ces régions (Kiev, Sumy, Tchernihiv) ont été libérées rapidement. Dans notre cas, aucune mission de surveillance n'a vu quoi que ce soit à ce moment-là. Souvent, les observateurs passaient simplement dans les couloirs des prisons sans s'arrêter." - Iryna Dovgan

Il y a plus de différences dans le modus operandi des crimes commis que de similitudes. Comme précédemment, les violences sont commises sous la menace d'une arme et de menaces à l'encontre des victimes. Dès les premières données de 2022 sur la violence sexualisée contre les hommes, des cas dirigés contre des prêtres ont été enregistrés. Il s'agissait d'une menace de viol. Un cas similaire a été enregistré en 2014 dans le rapport du pasteur Peter Dudnyk.

Cependant, les similitudes s'arrêtent là et les différences commencent.

L'éventail de la cruauté - des bébés aux personnes âgées ; le viol sous diverses formes ; le nombre élevé de meurtres après des viols ; le taux relativement élevé de viols et d'autres types de violence sexualisée contre les hommes.

Si en 2014, on a enregistré des cas où des militants et des officiers russes ont mis fin à la violence, en 2022, il y a des raisons certaines d'affirmer que les dirigeants - militaires et politiques - non seulement ne mettent pas fin à la violence, mais l'encouragent.

Tout cela nécessite des recherches plus approfondies, mais nous pouvons parler de certaines raisons qui peuvent avoir un impact. La prise du Donbass en 2014 a été réalisée par de petits groupes d'unités militaires de cadres bien entraînés de la Fédération Russe, l'invasion à grande échelle de 2022 a nécessité un nombre beaucoup plus important de troupes, principalement composées de conscrits, dont la plupart sont issus de régions défavorisées de la Russie avec de faibles niveaux d'éducation et de bien-être. Une autre raison peut être que les objectifs de la Fédération Russe sont différents. En 2014, l'objectif était l'union des régions pour la "renaissance de l'URSS", en 2022 - la destruction de l'Ukraine, en particulier par un génocide, dont les signes sont également visibles dans les méthodes de violence contre la population civile.

L'attitude à l'égard des faits de VSC a également changé de manière significative. Cela s'explique notamment de la manière suivante.

La masse des cas découverts, notamment en raison du fait que leur concentration dans les villages et petites villes de la zone agricole était beaucoup plus élevée, et donc plus visible pour la communauté, que dans les grandes villes industrielles du Donbas.

La rupture de la conscience publique, qui est passée du traitement des VSC comme quelque chose de "caché et honteux" pour le survivant à l'indignation par rapport à l'agresseur et à une profonde pitié pour les survivants. La violence contre les enfants est un facteur particulièrement influent.

Un changement d'attitude des autorités gouvernementales - le nombre de cas ne permettait plus d'évoquer le fait que "les faits n'étaient pas confirmés". Un facteur important a été l'activité des organisations de la société civile, la coopération étroite avec la commissaire gouvernementale chargée de la politique d'égalité des sexes et sa position active, ainsi que l'attention de la communauté internationale - Pramila Patten, représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence sexuelle dans les conflits, Denis Mukwege, lauréat du prix Nobel de la paix et d'autres.

"Ensuite, personne ne nous a prêté attention, maintenant tout le monde dit qu'il s'occupe de ce sujet. Les deux sont un problème." - Iryna Dovgan

Les médias jouent un rôle important dans la vie de la société moderne. Au début de l'invasion, l'attention portée à la VSC était énorme. Dès les premiers jours, les organisations de femmes de la société civile ont commencé à recevoir un nombre considérable de demandes d'interviews et de discours. Les VSC étaient nécessairement incluses dans la liste générale des problèmes ou étaient un sujet valable dont les médias et les organisations - publiques, internationales, gouvernementales - voulaient parler. Au cours du premier mois, le WICC a reçu environ 500 lettres et appels, puis une vingtaine d'interviews ont été données et la participation à plus de 40 événements. Certains ont dû refuser précisément en raison d'une approche non éthique des victimes et des survivants. Malheureusement, certaines histoires ont réussi à passer sur l'écran des plus célèbres sociétés de médias étrangères. Aujourd'hui, la situation change progressivement. De plus en plus de documents internationaux bien connus sur la couverture éthique de la situation, tels que le Code Murad. Le Stratcom des forces armées a préparé et diffuse régulièrement des vidéos sur les règles de la guerre, dont l'une est consacrée au VSC. Cependant, il y a encore beaucoup de travail à faire.

Lorsqu'ils couvrent le problème des VSC, les journalistes marchent souvent sur les cadavres ou les transforment en concerts.

La violence sexuelle en temps de guerre est toujours une arme qui tue ou blesse gravement...

Les personnes tuées et blessées pendant la guerre sont des héroïnes et des héros. Elles méritent le respect et le soutien. Nous devons tout faire pour qu'il en soit ainsi. Notre vulnérabilité doit devenir notre arme.